L’Évangile contre les MAGA

Retour sur les Midterms 2026

par Sandrine Kott

La victoire démocrate n’est pas seulement due à une protestation contre la vie chère et la guerre en Iran. Un évangélisme social s’est également fait entendre, porté par certains élus.

Une autre explication du tsunami bleu

Les résultats des élections du 3 novembre 2026 ont été largement interprétés comme une répudiation de la politique du gouvernement Trump. Le renchérissement du coût de la vie, la guerre en Iran et l’augmentation corrélative du prix du pétrole dans un pays où la voiture est le plus souvent le seul moyen de se déplacer ont généralement été tenus pour les facteurs décisifs de cette désaffection. Le vote démocrate aurait donc été un choix par défaut. On peut toutefois compléter cette interprétation trop exclusive en déplaçant la focale vers les élus, leur origine sociale et le langage qu’ils ont mobilisé pour s’adresser aux électeurs. À cet égard, on note un intéressant glissement vers le parti démocrate de trois groupes socio-professionnels plutôt associés au camp républicain jusqu’alors : les médecins, les anciens combattants et surtout les ecclésiastiques. Certes l’inflexion en faveur des démocrates au sein de ces trois groupes s’inscrit dans le phénomène général de « vague bleue ». Elle est en outre renforcée – et c’est un fait important – par la féminisation de ces professions. Mais elle donne également de nouvelles clés de compréhension des motifs qui ont présidé au désaveu du pouvoir actuel. Les candidates et candidats médecins, anciens combattants, religieux ont en effet porté des revendications qui, par-delà la seule

question du pouvoir d'achat, résonnaient avec les préoccupations plus diverses de vastes segments de la population.

Les deux nouveaux médecins démocrates au Sénat, les premiers depuis 1969 : Annie Andrews, pédiatre élue en Caroline du Sud, et Abdul el-Sayed, épidémiologiste dans le Michigan en offrent une bonne illustration. Tous deux ont affiché leur hostilité aux positions anti-vaccinales de Robert F. Kennedy Jr. et aux projets d'importantes coupes dans le budget de la santé. À leurs électeurs ils ont promis de défendre un meilleur accès aux soins pour tous qu'ils considèrent comme un droit, faisant écho à une préoccupation largement partagée par la population états-unienne.[1] La même grille d'analyse peut s'appliquer aux anciens combattants. Le 120e Congrès en comptera 46 issus des rangs républicains contre 33 démocrates ; le rapport était de 72 contre 28 dans le Congrès précédent. Les nouveaux élus viennent donc largement des rangs démocrates. Cette progression est particulièrement marquée chez les femmes puisque sur les dix élues le 3 novembre, huit sont démocrates.[2] Il est vrai que les femmes, comme les officiers noirs, à commencer par le chef d'état-major des armées, le général Charles Q. Brown, figurent en nombre disproportionné parmi les hauts gradés limogés ou dont les avancements ont été bloqués au nom de la politique « anti-diversité » de Pete Hegseth, secrétaire « à la Guerre » (selon le terme imposé par un décret présidentiel de 2025). Parmi les nouvelles élues, on trouve Nancy Lacore, vice-amirale de la Navy écartée de son poste en 2025 et qui dénonce une politique de répression pour motifs politiques dans les rangs de l'armée. Avec leurs électeurs, les vétérans démocrates, femmes et hommes, partagent le rejet de la guerre en Iran, et ce qu'elle révèle de l'absence de toute stratégie militaire. Ils partagent aussi le rejet de l'extrême politisation de l'armée et de toutes les administrations étatiques. L'élection de ces nouveaux représentants dans ces deux professions exprime une claire désapprobation à l'égard d'une politique jugée brutale et corrompue, indifférente aux plus vulnérables et source de profondes divisions dans le pays. Ce message a été porté avec force par les ecclésiastiques démocrates.

[1] *Medical Daily*, November 15, 2026.
[2] *With Honor* November 4 2026.

La religion : pouls de la société états-unienne ?

Étant donné la place qu'occupe la religion aux États-Unis et surtout la manière dont elle a été politiquement instrumentalisée depuis le XIXe siècle, le glissement à gauche de ce troisième groupe est riche d'enseignements.[3] En dépit de la séparation de l'Église et de l'État introduite par le Premier amendement en 1791, puis précisée par différents arrêts de la Cour suprême jusqu'en 1980, la religion a toujours joué un rôle important dans la vie politique aux États-Unis. La séparation visait d'abord à protéger la pluralité des Églises contre l'État, mais elle a ouvert la voie à une véritable religion civile dont l'importance est allée croissant au fil du temps. Dès l'origine, chaque séance du Congrès s'ouvrait par une prière et la Cour suprême débutait ses audiences en invoquant Dieu. Aujourd'hui, seuls 5% des représentants, tous démocrates, se déclarent « nones », c'est-à-dire sans religion, alors que les nones, généralement démocrates,[4] représentent 30% de la population. Ce groupe est lui-même hétérogène, il regroupe les athées qui ne représentent que 5% des habitants du pays, les agnostiques (6%) et les non-affiliés (environ 19%). Le décalage entre la part des *nones* dans la population et leur faible représentation au Congrès est généralement interprété comme une forme de retard du personnel politique sur la réalité du pays. Il semble plutôt révéler que la religion demeure un enjeu politique majeur aux États-Unis, au point que candidats et élus hésitent à afficher publiquement leur absence d'affiliation religieuse. La déclaration d'athéisme y est encore largement interprétée comme une forme de rejet des valeurs nationales, ce qui contribue à expliquer son caractère très minoritaire. Onze ecclésiastiques siégeront au 120e Congrès, élu en 2026. Ils perpétuent une longue tradition : depuis 1789, les deux chambres en ont toujours compté autour de sept religieux. Le premier président de la Chambre des représentants des États-Unis, Frederick Muhlenberg, de Pennsylvanie, était lui-même un pasteur luthérien. Les ecclésiastiques siégeant au Congrès étaient exclusivement des protestants de différentes obédiences jusqu'à l'élection de deux prêtres catholiques, démocrates, dans les années 1970. Ces derniers durent toutefois se retirer lorsqu'en 1981 Jean-Paul II interdit aux clercs d'exercer des charges publiques impliquant le pouvoir civil.[5]

[3] En français Denis Lacorne, *De la religion en Amérique. Essai d'histoire politique*, Paris, Gallimard, 2007; Green, Steven K. *Inventing a Christian America: The Myth of the Religious Founding*. Oxford University Press, Incorporated, 2015.

[4] Pew report April 9 2024.

[5] Pew Report History of Clergy in Congress, January 2015.

Depuis les années 1970, neuf pasteurs afro-américains démocrates ont siégé au Congrès, mais un seul pasteur démocrate blanc, de 1975 à 1987. Les autres étaient républicains et depuis les années 1980, ils étaient de façon croissante issus du rang des Églises évangéliques. Ce courant est apparu au début du XXe siècle en défendant l'infaillibilité de la Bible et une lecture littérale des Écritures. Le fondamentalisme a d'abord nourri un conservatisme des valeurs, puis, dès les années 1930, il a alimenté un conservatisme politique. Sous la forme de l'évangélisme blanc, il est devenu, depuis les années 1980, l'un des soutiens les plus puissants et les mieux organisés de ce conservatisme.[6] Il a joué un rôle décisif dans l'élection de Donald Trump en 2016, puis dans sa réélection en 2024 : cette année-là, 81 % des protestants évangéliques blancs ont voté pour lui, ainsi que 55 % des catholiques.

Par contraste, le profil des nouveaux ecclésiastiques élus marque une nette inflexion. Ils sont démocrates et issus des grandes Églises protestantes historiques (*mainline*) de tradition libérale ou des Églises noires (Black Churches), politiquement progressistes. Ce sont au Sénat : James Talarico séminariste presbytérien élu au Texas, Adam Hamilton, fondateur de l'église méthodiste *Church of the Resurrection* au Kansas, un État qui n'avait pas élu de sénateur démocrate depuis 1932. Ils viennent rejoindre Raphael Warnock, pasteur afro-américain de l'église de Martin Luther King Jr. à Atlanta élu en 2021 en Géorgie. À la Chambre des représentants, il s'agit en Iowa des pasteures Sarah Trone Garriott, luthérienne, et Lindsay James presbytérienne. Deux pasteurs noirs ont été élus : Lakesha Womack, pasteure ordonnée de l'Église méthodiste épiscopale en Caroline du Nord, et Frederick Haynes, pasteur de l'Église baptiste à Dallas, Texas. Ces ecclésiastiques ont tous été élus dans des États réputés républicains dans lesquels, à l'exception de l'Iowa, les membres des Églises évangéliques représentent la majorité des protestants.[7] C'est tout particulièrement le cas du Texas qui compte les plus grandes *megachurches* du pays comme celle de Lakewood à Houston. Dans cet État qui a constitué l'épicentre de l'évangélisme conservateur dans la seconde moitié du XXe siècle, les questions religieuses sont au cœur du débat politique. En 2025, le Texas a adopté une loi qui impose l'affichage des dix commandements dans les écoles publiques. Cette décision est actuellement contestée devant la Cour suprême par une coalition qui représente des familles de diverses confessions ou sans religion. Elle est soutenue par de grandes associations comme l'*American Civil Liberties Union* et l'*Americans United for Separation of Church and State*, la *Freedom from Religion Foundation*. Alors que le procureur général Ken Paxton,

[6] Daniel K. Williams, *God's Own Party: The Making of the Christian Right*. Oxford University Press, 2010.
[7] Pew Study February 26, 2025.

candidat républicain vaincu aux élections de 2026, a poursuivi les districts qui ont refusé d'afficher les commandements, le séminariste James Talarico s'est opposé avec constance à ce qu'il voit comme une entorse grave à la séparation de l'Église et de l' État.

Cette mobilisation ancienne du religieux dans le champ politique n'est pas propre au Texas et on pourrait voir dans le nombre des ecclésiastiques démocrates le fruit d'une stratégie préméditée : le parti aurait recruté des pasteurs pour toucher un électorat profondément imprégné de religion. Toutefois, cette interprétation résiste mal à l'examen. Ces pasteurs ont souvent dû s'imposer contre le parti démocrate qui soutient la séparation de l'Église et de l'État et est plutôt réticent à mobiliser un discours religieux qui risquerait de lui aliéner une part de son électorat *nones*. Interrogés sur ce point par la presse, ces ecclésiastiques ont expliqué leur démarche en soulignant qu'ils avaient souhaité défendre un discours religieux alternatif à celui qui domine à Washington et dans lequel ils ne se reconnaissent pas. C'est le cas de Sarah Trone Garriott, qui l'exprime de la manière suivante : « La foi a quelque chose à dire à la politique. Or, ce que l'on nous présente comme le point de vue de la foi ne me semble pas fidèle à celle-ci. Il ne reflète pas les enseignements des Écritures que je lis. Il ne reflète pas mes valeurs. C'est un moment crucial pour que les croyants s'engagent dans l'espace public. »[8]

Le réveil de la gauche religieuse

Le rejet du trumpisme a ainsi ouvert la voie à la formulation d'une parole religieuse alternative. Durant leur campagne, ces ecclésiastiques se sont appuyés sur les Écritures dont ils ont sélectionné des passages afin de faire passer leur message politique. Dans son discours de victoire, le 3 novembre au soir, Talarico a convoqué le récit de David contre Goliath. Il a rendu hommage aux *underdogs* texans qui avaient courageusement affronté le mur de l'argent dressé par Elon Musk. Celui-ci, qu'il ne cite pas nommément, avait investi environ 225 millions de dollars pour soutenir le candidat républicain. Tout au long de sa campagne, Talarico a mobilisé, comme la plupart des autres ecclésiastiques démocrates, la parabole du bon Samaritain afin de réaffirmer que l'on doit aimer son prochain, quelles que soient ses convictions et sa couleur de peau. « Love thy Neighbor » (l'utilisation de la forme archaïque « thy »

[8] *The Christian Century*, December 19, 2025.

renvoie directement à la Bible du roi Jacques) est d'ailleurs devenu son principal slogan de campagne. De son côté, Hamilton a cité le soir de sa victoire le passage de Matthieu 7,12 que la foule a répété avec lui : « *Do unto others as you would have them do unto you.* » (« Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le de même pour eux »). Il a cité et interprété Matthieu 25 de la manière suivante : « J'avais faim et vous m'avez donné à manger, j'avais soif et vous m'avez donné à boire, j'étais un étranger – et le mot grec signifie en réalité immigré – et vous m'avez accueilli, j'étais nu et vous m'avez vêtu, j'étais malade et en prison et vous m'avez rendu visite » et il a conclu, dénonçant implicitement l'immoralité de l'administration Trump : « Voilà à quoi ressemble la décence ».

En mobilisant cette rhétorique chrétienne et cette interprétation progressiste et sociale des Évangiles, Talarico a dénoncé de manière répétée l'accumulation excessive de la richesse au service des intérêts privés, ce qu'Hamilton, de son côté, a qualifié d'enrichissement égoïste. Tous deux se sont élevés contre la désignation des étrangers et des immigrants comme des ennemis et contre les traitements injustes que leur a réservés l'administration Trump. À ce qu'ils ont considéré comme indigne, Hamilton, comme Talarico, a opposé les valeurs positives du christianisme : décence (*decency*), bienveillance (*kindness*), générosité et service d'autrui plutôt que de soi-même. Accusés de ne pas être chrétiens par leurs ennemis conservateurs, ces pasteurs démocrates semblent pourtant, en promouvant ces valeurs, avoir répondu aux attentes d'une grande partie de leur électorat chrétien.

Le Social gospel : une tradition retrouvée

À travers cette lecture de l'Évangile, les ecclésiastiques démocrates ont remis à l'honneur le *Social gospel*, le christianisme social, dont ils proposent une version renouvelée.[9] Ce courant s'est développé aux États-Unis à partir des années 1870-80 durant le *Gilded Age*, une période d'industrialisation rapide et d'accroissement spectaculaire des inégalités. Dans ce contexte, des pasteurs entreprirent d'apporter une réponse à la question sociale à partir de l'Évangile. Washington Gladden (1836-1918), pasteur congrégationaliste en Ohio, est considéré comme le père fondateur du mouvement et Walter Rauschenbusch (1861-1918), pasteur baptiste à New York,

[9] Evans, Christopher H. *The Social Gospel in American Religion: A History*. New York University Press, 2017.

comme son théoricien. Malgré leurs divergences, les Églises qui partageaient une même préoccupation pour la souffrance sociale se sont rassemblées en 1908 au sein du *Federal Council of Churches* qui adopta alors une profession de foi sociale (*Social creed*). La Young Men's Christian Association (YMCA), Union chrétienne de jeunes gens (UCJG), constitua une caisse de résonance pour le mouvement. Dans les décennies de l'après-Seconde Guerre mondiale, les Églises protestantes *mainline* poursuivirent cette tradition sociale et portèrent une parole progressiste influente dans la société et la vie politique. Avec son combat pour les droits civiques à partir du milieu des années 1950, le pasteur Martin Luther King Jr. (1928-1968) issu de l'Église baptiste noire fut la figure centrale et emblématique d'un vaste courant religieux avec le *National Council of Churches* (NCC). Né d'une fusion entre le *Federal Council of Churches* et onze autres organismes interconfessionnels, le NCC et les Églises qui l'avaient rejoint luttèrent activement contre la ségrégation aux États-Unis, contre l'apartheid en Afrique du Sud et contre la guerre du Vietnam.[10] Par l'intermédiaire de l'*Interfaith Center on Corporate Responsibility*, elles combattirent aussi les pratiques prédatrices des multinationales aux États-Unis et dans les pays récemment décolonisés. Elles contribuèrent à alerter l'opinion publique sur les pollutions et les atteintes à la santé publique imputables à ces entreprises. Dans ce combat, elles trouvèrent de précieux appuis dans plusieurs congrégations catholiques, en particulier féminines.

Les historiens de ces mouvements en soulignent les contradictions et les apories : comment articuler une critique des injustices sociales sans remettre en cause les fondements mêmes de la société qui les produit ? La question vaut sans aucun doute pour les ecclésiastiques dont il est question ici. Comme leurs prédécesseurs ils ne proposent pas de critique systémique, mais ils placent l'harmonie et le bien-être de la communauté au-dessus de la réussite individuelle ; ils considèrent que la richesse ne doit pas servir des intérêts égoïstes, que les pauvres et les laissés pour compte ne doivent pas être abandonnés et que la société doit accueillir toutes les différences : politiques, religieuses, culturelles et raciales. Sur tous ces points, ils s'inscrivent bien dans la tradition du christianisme social, même s'ils ne s'en réclament pas explicitement.

[10] Jill K. Gill, *Embattled Ecumenism: The National Council of Churches, the Vietnam War, and the Trials of the Protestant Left*. 1st ed. With Julia Fauci. NIU Press, 2011; James F. Findlay, *Church People in the Struggle: The National Council of Churches and the Black Freedom Movement, 1950-1970*, Oxford University Press, 1993.

L'influence politique grandissante de la droite religieuse

À la fin des années 1970, ce courant céda peu à peu le terrain aux Églises évangéliques, rassemblées depuis 1942 au sein de la *National Association of Evangelicals*.[11] Le recul du christianisme social et du NCC a des causes propres qui ont été bien analysées, mais il participe plus largement du reflux des mouvements progressistes, partout dans le monde, à partir de la fin des années 1970. Par ailleurs, si le protestantisme libéral a représenté une force incontestable depuis la fin du XIXe siècle, les prédicateurs évangéliques conservateurs exercèrent dès l'entre-deux-guerres une réelle influence politique. Parmi les plus connus : Billy Sunday (1862-1935), artisan majeur de la Prohibition entre 1920 et 1933, et Billy Graham (1918-2018) qui fut proche de tous les présidents des États-Unis et tout particulièrement des républicains Dwight Eisenhower (1953-1961), Richard Nixon (1969-1974) et des Bush père (1989-1993) et fils (2001-2009).[12]

Durant les années 1950, sous la présidence de Dwight Eisenhower, dans un contexte de guerre froide, le nationalisme religieux prit son essor porté notamment par les évangélistes, dont Billy Graham Jr. En 1954, la formule : « One Nation Under God » entra dans le serment d'allégeance récité par les écoliers. En 1957, la devise « In God We Trust » fut inscrite sur les billets de banque. Toutefois, selon l'historien Kevin Kruse, le nationalisme chrétien s'organisa et s'imposa comme une force politique majeure dès les années 1930. Il fut le fruit d'une alliance entre de grands dirigeants économiques et le clergé protestant conservateur, unis contre le New Deal de Roosevelt. Durant ces années, les apôtres de la « Nation Under God » firent du libre marché une sorte de réalité divine dont les États-Unis seraient par nature le meilleur défenseur face à l'étatisme athée de l'URSS.[13]

Les années Reagan (1981-1989) constituèrent un moment d'approfondissement de cette association entre capitalisme, évangélisme et républicanisme avec en toile de fond la croisade contre le communisme, mais aussi la lutte contre la protection sociale et la sanctification du libre marché. En s'inspirant du sermon du puritain John Winthrop de 1630, Ronald Reagan présenta les États-Unis comme « une cité sur la colline », un pays modèle béni de Dieu. Cette image fut relayée par des télévangélistes

[11] James F. Findlay, "Glimpses of Recent History: The National Council of Churches, 1974-2004." *Journal of Presbyterian History (1997)* (Philadelphia, PA) 84, no. 2 (2006): 152–69.
[12] Fitz Gerald, Frances, *The Evangelicals: The Struggle to Shape America*, Simon & Schuster, 2017.
[13] Kevin M. Kruse, *One Nation Under God: How Corporate America Invented Christian America*, Basic Books, 2015.

et hommes d'affaires comme Jim Bakker (1940-2026), qui contribuèrent à populariser l'évangile de la prospérité (*prosperity gospel*) selon lequel la foi est l'instrument de la réussite individuelle et l'enrichissement personnel une manifestation de la grâce divine.[14] Ce nationalisme chrétien conservateur gagna en influence avec le glissement à droite d'une partie de l'Église catholique états-unienne, traditionnellement démocrate. Cette évolution s'inscrivait dans un mouvement plus général de droitisation du catholicisme, en réaction aux courants issus de Vatican II, au premier rang desquels la théologie de la libération. L'élection de Jean-Paul II en 1978 dont l'anticommunisme rejoignait celui de Ronald Reagan favorisa ce rapprochement. Dans ce contexte, évangéliques et catholiques firent cause commune contre l'arrêt *Roe v. Wade* de 1973, par lequel la Cour suprême légalisa l'avortement. Cette alliance fut formalisée en 1994 par le manifeste *Evangelicals and Catholics Together*.[15] Les cinq juges qui, en 2022, mirent fin à la protection constitutionnelle fédérale du droit à l'avortement en renversant *Roe v. Wade* ont tous été élevés dans la foi catholique.

Le moment Trump et l'apogée du nationalisme chrétien

Le mouvement MAGA et l'administration Trump ont approfondi et radicalisé ce nationalisme religieux qui repose sur une alliance entre christianisme conservateur, intérêts capitalistes et parti républicain. Si Trump lui-même invoque rarement la religion, il s'est entouré de figures issues du courant évangélique ou du catholicisme conservateur. Le vice-président JD Vance, converti en 2019, est proche de l'aile antilibérale et conservatrice du catholicisme aux États-Unis, une position qui l'a opposé au premier pape états-unien, Léon XIV, tout particulièrement sur l'accueil des migrants. Le secrétaire « à la guerre » Pete Hegseth fréquente une Église de la Communion of Reformed Evangelical Churches, le réseau fondé par le pasteur Doug Wilson. Celui-ci dirige la Christ Church à Moscou, Idaho et prône une « Amérique chrétienne et patriarcale ». Il juge que l'adoption du 19e amendement, qui a donné le droit de vote aux femmes, « était une mauvaise idée » et préférerait que le vote soit exprimé par le chef de famille. On peut voir un écho de ces conceptions dans le masculinisme qu'affiche Hegseth au Pentagone et dans le limogeage de femmes occupant des postes de commandement.[16] Le président a nommé la télé-évangéliste

[14] Bowler, Kate. *Blessed a History of the American Prosperity Gospel*. Oxford University Press, 2013.
[15] Daniel K. Williams, *God's Own Party: The Making of the Christian Right*, Oxford University Press, 2010.
[16] Doug Wilson a fait l'objet de très nombreux articles de presse et reportages. Parmi ceux-ci je recommande le reportage de Reveal sur NPR.

Paula White-Cain au poste de conseillère principale (*Senior Advisor*) du *White House Faith Office* créé en février 2025. Issue du courant pentecôtiste et charismatique, elle se rattache à l'évangile de la prospérité (*prosperity gospel*) et défend l'idée que la foi et les dons (la « semence » offerte) apportent bénédiction divine, santé et prospérité matérielle, signe de la faveur divine. Dans cette logique elle a établi, le 1er avril 2026, un parallèle entre Trump et Jésus, lors d'un déjeuner de Pâques à la Maison-Blanche. Comme le Christ, Trump aurait été « trahi, arrêté et faussement accusé », avant de connaître sa propre résurrection politique.

Conclusion : un retournement de tendance ?

Les résultats du 3 novembre 2026 ne se réduisent donc pas à une sanction de la vie chère et de la guerre en Iran. Si l'on déplace la focale des électeurs vers les élus, une autre interprétation s'impose. Les médecins ont défendu l'accès aux soins comme un droit, face aux coupes budgétaires et au discours anti-vaccinal. Les anciens combattants, souvent des femmes dont certaines ont été écartées par la politique « anti-diversité » du Pentagone, ont dénoncé une guerre sans stratégie et la politisation de l'armée. Les pasteurs, enfin, ont opposé à l'évangile de la prospérité et au nationalisme chrétien une lecture de l'Évangile centrée sur l'amour du prochain, l'accueil de l'étranger et le refus de l'enrichissement égoïste.

Pour la première fois depuis des décennies, entrent au Congrès des religieux blancs issus des rangs démocrates et des Églises *mainline*. Ils renouent avec la tradition du *social gospel* de Washington Gladden à Martin Luther King Jr., un courant éclipsé durant les années 1970 par l'alliance entre évangélisme, intérêts économiques et parti républicain, que le mouvement MAGA a portée à son apogée. Les nouveaux pasteurs ont été élus au Texas, au Kansas, en Iowa ou en Caroline du Nord, des États réputés républicains où les évangéliques dominent au sein du protestantisme. Leur succès indique un effritement du monopole conservateur sur la parole chrétienne. Leur discours semble avoir touché deux publics : un électorat croyant (protestant traditionnel, catholique, afro-américain) séduit par une autre voix religieuse, et une partie des « nones », notamment parmi les jeunes qui s'étaient détournés d'Églises perçues comme agressivement partisanes.

Faut-il pour autant parler d'un véritable tournant ? Il est difficile de tirer une conclusion définitive des résultats de cette seule élection dans un contexte de rejet

massif de la politique de Trump. Néanmoins la convergence entre les trois groupes professionnels mentionnés suggère qu'une partie au moins des citoyens états-uniens s'est prononcée pour des valeurs de solidarité, de responsabilité et de tolérance. Si cette recomposition se confirme lors des prochains scrutins, notamment en 2028, elle pourrait marquer la fin du cycle ouvert à la fin des années 1970 par le reflux des mouvements progressistes et l'essor de la droite religieuse. Reste à savoir si ce retournement sera propre aux États-Unis, ou s'il annonce un recul plus général des nationalismes religieux qui ont prospéré ailleurs dans le monde depuis quelques décennies.

Publié dans laviedesidees.fr, le 24 novembre 2026.